

Cent ans de droit de vote des femmes

Renate Riembeck et le droit de vote passif

Barbara Messmer

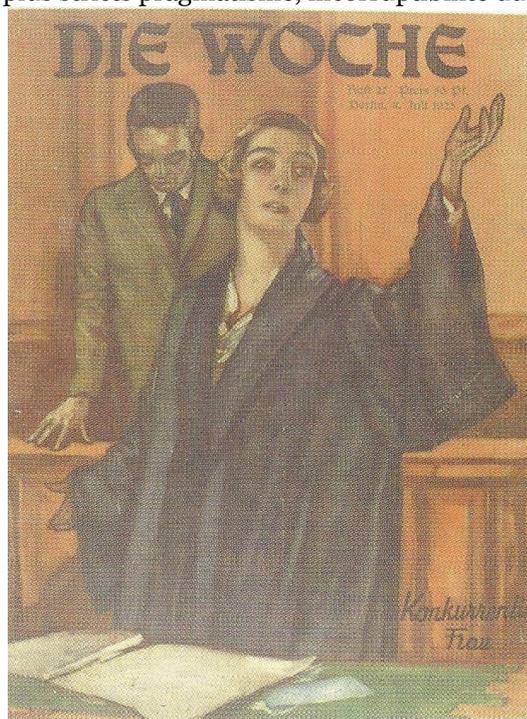
En Allemagne, le 12 novembre 1918, le Conseil des Délégués du peuple proclama le droit de vote pour les femmes. L'effondrement de l'empire, à la fin de la première Guerre mondiale et la Révolution de novembre rendirent cela possible. Le 30 novembre 1918, le nouveau droit de vote fut légalement fixé par un décret. Dès le 19 janvier 1919, les femmes purent participer à l'élection de l'Assemblée nationale allemande, ce dont elles profitèrent à plus de 90%. Trente-sept femmes eurent un siège au Parlement. Mais le déplacement du centre de gravité espéré par les féministes en faveur de ces partis qui défendaient l'égalité des droits de la femme ne se produisit pas : le comportement électoral des femmes était orienté de manière prépondérante comme modéré et resta plutôt conservateur. Le partage du pouvoir resta l'ancien.

Le mouvement féministe allemand se positionna de manière accrue sur le droit de vote passif. Une union de toutes les députées fut rarement possible sur la base de la discipline des partis. Toujours est-il qu'il y eut une exception : la pétition commune à toutes les associations de femmes (académiques, politiques et confessionnelles) adressée au *Reichstag* en janvier 1920, qui entraîna derrière elle une collaboration dépassant les partis de toutes les députées parlementaires. Il s'agissait en cela de l'accès illimité des femmes aux professions et postes administratifs et juridiques. Certes, depuis 1908/09, elles pouvaient étudier le droit en Prusse, mais sans être autorisées à passer les examens d'état. De ce fait elles étaient exclues des services de l'état et des postes politiques. Avec une base professionnelle démocratique, beaucoup d'opiniâtreté et, en fin de compte, l'aide des membres du SPD [*Sozialdemokratische-Partei Deutschlands* – Parti Social-démocrate d'Allemagne], un changement de loi réussit en juillet 1922. Ce fut une heure étoilée du mouvement féministe – car les associations politiques et confessionnelles ne collaboraient pas toujours ensemble ! Cette action fut donc aussi un exemple pour le surmontement des intérêts particuliers au profit du perfectionnement des droits de l'être humain.

Les championnes du droit de vote avaient déjà remarqué que des juristes praticiennes étaient absolument nécessaires pour faire avancer une coopération des femmes à part entière dans la vie de l'état. Or l'alliance allemande des magistrats et l'association allemande des avocats soufflaient à l'encontre de cela un plus puissant vent contraire. Ces deux associations argumentaient en disant que « des femmes, selon leur nature, n'étaient pas aptes aux types de profession qui exigent les plus stricts pragmatisme, incorruptibilité du jugement, calme et circonspection ».¹ Un tel *ethos*

professionnel, en tout bien tout honneur, ne renferme nonobstant que des préjugés sur les capacités des femmes. Rudolf Steiner avait déjà rigoureusement refusé quelque chose comme cela, en 1893. La femme devait elle-même avoir à en juger : « Ce que la femme peut vouloir de par sa nature, qu'on laisse donc la femme en juger. »² Le plaidoyer du député SPD, Gustav Radebruch, en 1922, pour que dût « être rendue utile la qualité particulièrement féminine de la juridiction »³, se trouvait déjà plus imminente chez Steiner.

Malgré ce premier succès, il y eut encore de nombreuses haies à franchir pour une transposition effective du droit de vote passif. Par exemple, en 1924, les femmes obtinrent à Warendorf, en Rhénanie du Nord, quatre des sept sièges convoités au Parlement de l'état. Lors de la première réunion du Conseil, on supprima rapidement ces sièges et les trois hommes furent priés d'entrer dans l'assemblée voisine. Ainsi les femmes furent-elles véritablement écartées de l'assemblée consultative.⁴ La nouvelle démocratie en germe et ses lois pouvaient donc être corrompues et mises hors circuit. Dans le temps du régime national-socialiste, une politique de participation des femmes à la politique n'était prévue que sous la forme d'un soutien apporté au national-socialisme. L'égalité des droits resta donc



Titre de couverture « Die Woche » 1925

Foto: Historisches Museum Frankfurt

¹ Marion Röwenkamp : *Le morne quotidien du droit de vote ?* dans *Ariane. Forum pour l'histoire des femmes et des sexes* 73-74 (2018), p.94. D'autres passages de cet article proviennent de cette source.

² Rudolf Steiner : *La philosophie de la liberté* (GA 4), Dornach 1995, p.239.

³ Marion Röwenkamp : *Le morne quotidien du droit de vote ?*, p.96.

⁴ Voir Dorothee Linnemann (éditrice) « *Vote des dames ! Cent ans de droit de vote des femmes* » livret édité à l'occasion de l'exposition au Muséum historique de Francfort-sur-le-Main 2018, p.207.

[Dans le « roman » de Eric Reger, plus vrai que nature en fait, *Union der Festen Hand* [hélas non traduit en français] qui se passe à la même époque dans la Ruhr, on a un très, très bon aperçu de l'état de corruption des grands patrons, des politiques et des résidus prussiens de l'armée allemande qui feront un pont d'or au nazisme pour arriver au pouvoir. *ndt*]

un héritage de la République de Weimar et passait alors pour un symptôme du déclin.

Produire un penser avec

Après la seconde Guerre mondiale, la politique resta encore un domaine masculin. La juriste et sociale-démocrate, Elisabeth Selbert, dut énergiquement combattre pour préserver le texte de la phrase : « Hommes et femmes sont égaux en droit » dans l'Article 3, paragraphe 2, de la *Grundgesetz*, et cela même contre des femmes des partis conservateurs qui continuaient toujours d'argumenter en termes de différences de nature. La phrase fut certes bel et bien votée, le 8 mai 1949, mais l'application d'autres articles et le code des lois civiles, par lesquelles cela pouvait seulement devenir effectif, durent encore attendre. Ce n'est qu'en 1994 — et c'est à peine croyable ! — que cet ajout fut introduit à l'Article 3 : « L'état encourage l'imposition effective de l'égalité des droits des femmes et des hommes et tend à en écarter les préjudices existants. »⁵ Ainsi jusqu'en 1962, les femmes de la République Fédérale d'Allemagne ne pouvaient pas ouvrir de compte bancaire à leur nom et jusqu'en 1977, le mari pouvait légalement leur interdire de travailler pour « gagner leur pain à la sueur de leur front » ce qu'elles ne pouvaient faire sans son autorisation — selon le §1356 du *BGB (Bürgerliches Gesetzbuch* – code civil allemand) — « pour autant que cela fût conciliable avec leurs devoirs d'épouse et de mère de famille »⁶. Dans ces conditions, il ne fallait pas s'étonner que jusqu'en 1962, il n'eût aucune femme occupant un poste politique.

Telle était donc la situation en l'année 1960, au moment où Renate Riemeck (1920-2003) surgit sur la scène politique en étant élue à la tête de la *DFU (Deutschen Friedens Union* — l'Union allemande pour la paix) Lors de l'élection du *Bundestag* de 1961, elle fit la une de la revue *Der Spiegel*⁷, en tant qu'objet d'un article correspondant. « Une femme qui rue dans les brancards réclame le droit de vote passif ! » Comme elle était anthroposophe, cela imprégna son attitude politique de manière telle qu'elle se retrouvait « inclassable » parmi les camps existants. Cela réserva à l'opinion publique [et aux journalistes bornés, *ndt*] quelques maux de tête — tout comme le fait qu'elle n'était pas mariée et vivait en relation maritale avec des femmes, mais ne le proclamait pas — comme l'anthroposophie d'ailleurs — au son des trompettes sur les toits.

Vers l'extérieur, elle réussissait dans sa profession de maître de conférence^(*) en histoire et formation politique à l'université pédagogique de Wuppertal, elle avait publié des ouvrages et études historiques et depuis la fin des années cinquante, elle s'était engagée dans le mouvement des droits de l'être humain contre l'armement atomique et en faveur de l'instauration de relations d'échanges entre la RDA et la RFA. Ceci et ce qu'on désignait alors comme des « contacts à l'Est », lui valurent des sanctions de la part du ministère de la culture de Rhénanie du Nord-Westphalie, ce qui lui donna l'occasion d'abandonner son poste de fonctionnaire. Que ces étudiants entamèrent le 16 juillet 1960, la première grève sur le tas de la RFA et plus de 100 professeurs protestèrent cela n'aida en rien. Cela étant, elle fut libre pour entamer désormais un travail politique.

Gerhard Gleißberg et Karg Graf von Westphalen — des amis d'un cercle qu'elle désignait⁸ elle-même comme « Académie des esprits libres » — la pressaient depuis quelques temps de collaborer à un nouveau parti pour le désarmement et la paix. Ce n'est qu'après de longues hésitations qu'elle y consentit. Car quoique Riemeck s'était politiquement positionnée, avec sa prise de position au sujet de la ligne Oder-Neiße et son « appel aux syndicats contre l'armement atomique de la RFA », un appel que 44 professeurs signèrent, elle était loin de penser à une activité de parti. « J'avais constamment en aversion l'agitation politique, mais trouver le bon mot au bon moment et amener les auditeurs à penser avec moi ; ça je voulais bien le pratiquer. »⁹ Lors de la fondation du 17 décembre 1960, elle fut élue présidente, contre sa volonté — une position qu'elle s'empessa de transformer en triumvirat avec deux collègues.

Cela étant elle fit étalage de son portrait sur une affiche électorale attrayante dans un « collage », à côté d'un Albert Schweitzer mettant en garde et portant le texte : « Dans l'esprit d'Albert Schweitzer — neutre — sans

⁵ Voir à l'endroit cité précédemment, p.241. ; au sujet de la *Grundgesetz* et de Elisabeth Selbert, voir, à l'endroit cité précédemment, p.236. Dans la Hesse, un ajout correspondant à la constitution du *Land* ne fut proposé aux électeurs que le 28 octobre dernier, en 2018 !

[Le destin des femmes allemandes fut longtemps scellé par les trois « K » : *K*inder (enfants), *K*irche (église) et *K*üche (cuisine), et nos politiques français nous vantent l'Allemagne comme un exemple à suivre !... *ndt*]

⁶ Par contre, lors de la fondation de la RDA toutes les lois correspondantes furent levées et des aides de l'état, comme l'installation de crèches furent aménagées. La raison en était l'égalité entre les sexes propagée par le communisme, mais aussi le fait que l'état avait besoin que les femmes travaillent. Voir à l'endroit cité précédemment pp.237 et suiv.

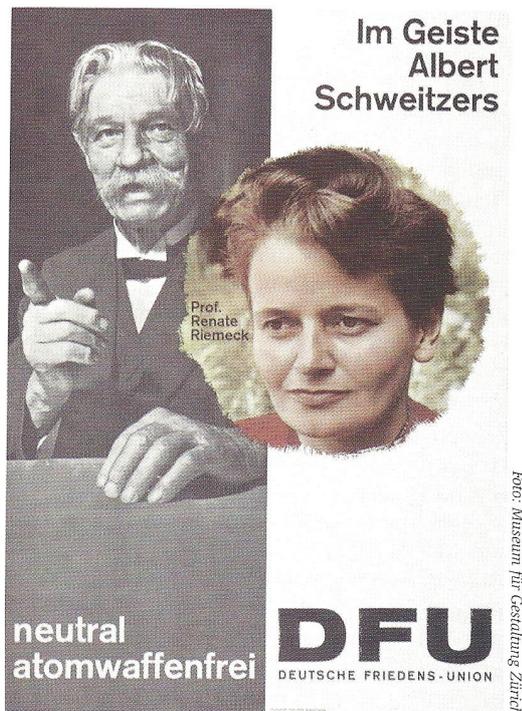
[J'ai visité beaucoup d'écoles neuves dans la région du Thuringe, en 1963 (ich war ein jungger Pionier nur ein Monat lang !), il y avait des écoles récemment construites et des gens contents d'y travailler et d'y apprendre, exactement comme dans notre région du Nord (désormais soi-disant en « Haut » de...) de la France. D'avoir rappelé ce témoignage *de visu* aux guides allemand(e)s, lors d'un voyage dans la même région, en mai 2018, m'a valu des regards complètement interloqués et déjà uen accusation de blasphème ! L'Allemand, comme le Français oublie vite, c'est ce qui fait leur malheur *ndt*]

⁷ Voir *Der Spiegel* 35/1961, et l'article dont elle fit l'objet : « Rouge et rose », pp.20-29.

^(*) Désolé, mais le terme restera neutre ici, car un maître est un maître, il ne peut exister de « maîtresse de conférence » (c'est stupide ! N'en déplaise aux imbéciles de *France culture* qui s'en gargarisent), ici, au niveau astral et à celui du Je, d'où l'on parle ici alors qu'on retrace l'histoire d'un vrai « Je », il n'y a pas de sexe. *ndt*

⁸ Renate Riemeck : *Je suis un être humain pour moi. Extrait d'une vie malcommode*, Stuttgart 1992, p.160.

⁹ À l'endroit cité précédemment, p.178.



**Affiche électorale de la DFU
lors de la campagne électorale au Bundestag**

arme atomique — DFU ». Schweitzer n'avait pas été consulté pour donner son autorisation, mais il s'en arrangea avec humour, car il partageait une bonne amitié avec Riemeck. À cause de la popularité du « docteur de la forêt vierge », et après l'entrée de la DFU au Parlement de la Sarre, les autres partis commencèrent à avoir la frousse. Dès lors tout fut donc bricolé pour présenter la DFU comme noyauté par le communisme, voire gouvernée et financée par la RDA — une méthode usuelle à l'époque contre ce qui s'opposait à eux. Le SPD eut même des velléités de faire interdire la DFU. Dans cette encoche vint aussi frapper l'article mentionné du *Spiegel* : « *Rouge et rose* » lequel mérite d'être pris en considération. D'une part, on y « dévoilait » pour tous les membres du parti et sympathisants de la DFU, un passé national-socialiste ou communiste, ou selon le cas, un état d'esprit correspondant.¹⁰ Là où rien n'était à découvrir dans cette direction, on avait recours à d'autres dénaturations comme : « combattantes dévoyée de la paix », « professeure bourgeoise », « Chrétienne sectaire », « nomade de gauche » et « militante pacifiste ». Le soi disant « parti des chiffonniers » fut certifié paradoxalement, comme « marchant au même pas » et le bureau de presse du SPD fut cité avec la phrase, DFU signifiant : « *Die Freunde Ulbrichts* (Les amis d'Ulbricht) ». (Du reste la DFU déposa une plainte contre cela.)

Une idée nouvelle

Naturellement le « *Spiegel* tomba à bras raccourci avec sa polémique aussi contre cette femme inhabituellement si difficile à percer à jour à la tête du parti. L'article débutait par : « Une alerte célibataire, un peu virile et un peu charmante », et ne cessait pas d'émettre des avis sur son apparence extérieure et son habillement : « yeux marron moqueurs de gazelle, un tignasse hirsute qu'elle coupe de manière triviale et coiffe en la repoussant en arrière d'un coup de brosse, comme les hommes », « en jaquette de laine grise et robe plissée de même couleur », en « pantalons-*pepita* collants et petite veste lie de vin ». En opposition à cela, pour les hommes ce sont exclusivement les parcours professionnels ou le passé politique qui sont détaillés habituellement.¹¹ La « professeure rebelle », dit-on, « a fermement en mains le parti-Riemeck et au moyen de sa protestation contre l'armement atomique, elle s'est nimbée de « l'éclat de sainteté scintillant d'une madone de la paix élyséenne ».

Moins positivement mais toujours est-il, quelque chose du programme du parti, était à lire :

- Retrait d'Allemagne de toutes les armes atomiques et désarmement
- Une zone militarisée réduite en Europe
- La neutralité de l'Allemagne selon l'exemple autrichien
- Négociations entre les deux états.

Aujourd'hui ces exigences apparaissent toujours et encore actuelles et raisonnables, en relation avec la politique de la paix — or à l'époque, c'était une provocation. Le titre du prospectus de campagne de la DFU : « Ici, il y a une idée nouvelle » trahissait pourtant un esprit libre, et la réponse de Riemeck s'accordait bien avec cela à la fin de l'article du *spiegel*, lorsqu'au reproche qu'on lui fit d'être « téléguidée » depuis l'URSS, elle répondit : « Celui qui me guide, celui-là je voudrais bien le voir. »

Renate Riemeck s'en tint à sa résolution et donna d'innombrables discours durant sa campagne dans toute l'Allemagne, devant des mineurs de la Ruhr, des étudiants, et des ressortissants des Églises — parfois devant 10 000 personnes. À cause de son savoir fondé et de son argumentation raisonnable, ses apparitions faisaient une forte impression. Étant donné qu'elle était foncièrement scientifique et qu'elle se sentait chez elle dans la

¹⁰ Le *Spiegel* n'avait pas découvert il est vrai que Riemeck, en 1941, était entrée au NSDAP, ce que Jutta Dithfurth en 2007 dans sa Ulrike Meinhof-biographie publia et démontra. Ce que Riemeck a encore désavoué dans son biographie, (voir la note 8).

[L'Allemagne, dans la composition politique traditionnelle depuis l'après guerre est restée sous la dépendance des USA, qui eurent totalement la main sur la RFA d'ailleurs. C'est dire la panique que ses dirigeants connurent récemment en voyant arrivé le populiste « clown Donald » aux élections américaines. C'est ce qui explique l'état de prostration et la paralysie du « moteur » de l'Europe. par ailleurs le scandale Volkswagen ne peut pas être jugé car la direction de VW et la politique allemande ne font qu'un. L'extraordinaire Chancelière Merkel, en dépit de ses immenses mérites et talents, ne peut pas surmonter cette prostration d'autant qu'elle en est à son quatrième mandat qu'elle devra péniblement achever à l'usure, avec en lisière, un retour de l'extrême droite allemande dont personne ne sait ce qu'il faut en attendre. *ndt*]

¹¹ Les nombreux attributs féminins et le « *rosa* » dans le titre, font sentir que l'homosexualité de Riemeck n'était pas restée dissimulée au *Spiegel* ou pour le moins apparaissait comme une option à exploiter.

[Le *Spiegel* est connu pour être un miroir « déformant » : voir, par exemple, la réfutation cinglante des analyses génétique faites par cette revue, en 1996 avec des fonds de provenance occulte d'ailleurs, à partir de tâches de sang d'un « pantalon » soi disant de Kaspar Hauser qui était un faux et dont la réfutation complète parue dans *Der Europäer* 2/3 2002-2003 [traduction française disponible sans plus auprès du traducteur, *ndt*]

recherche et l'enseignement ; elle s'appliquait des heures durant, se tenant debout au micro, au point de finir par tomber malade et dut interrompre sa campagne, à l'été 1961, souffrant d'une paralysie du côté droit. Peu de temps à près débuta là-dessus la construction du Mur de la RDA (13 août 1961) qui invalida le sens de sa campagne et le profil de parti de la DFU, ainsi que son plaidoyer pour une entente Est-Ouest. Ainsi avec 1,9% des voix n'atteignit-il pas le seuil des 5% pour le Bundestag.

Au moyen de la médecine anthroposophique et des méthodes de soin, l'état de Renate Riemeck s'améliora. Mais elle se retira de la politique et se ré-occupa intensément d'anthroposophie qu'elle avait laisser reposer depuis les années 1940. À 14 ans, elle avait découvert une photo de Rudolf Steiner dans une revue de mode de sa mère et l'avait découpée aussitôt. Un an plus tard, en 1935, elle le découvrit de nouveau, cette fois dans l'appartement de son enseignante et fut contente d'en connaître le nom. Dès lors l'enseignante s'occupait d'elle — pour des raisons politiques seulement clandestinement — par des conseils de lectures et l'emmena une paire de fois à Dornach, juste avant 1938, date à partir de laquelle les voyages à l'étranger furent interdits. Après la guerre, dégoûtée nonobstant par les querelles au sujet de la succession de Rudolf Steiner, vécue à fleur de peau, elle se détourna de la Société anthroposophique. Dans le parcours nouveau qu'elle entreprit alors, elle resta fidèle aux thèmes d'histoire sociale et des religions ainsi qu'à sa vision de l'Europe, en tant que nouvelle région de médiation neutre entre l'Est et l'Ouest. Une seule fois encore elle intervint en public : au moment où sa pupille adoptive chérie, Ulrike Meinhof, fut recherchée comme terroriste de la RAF. En novembre 1971, elle publia une lettre ouverte intitulée « *Renonce, Ulrike !* » dans la revue **Konkret**. Elle voulut en appeler au côté pacifiste de Ulrike, mais n'en reçut en retour qu'une réponse cynique et foudroyante, avec le titre : « Une mère servile abjure son enfant ».¹²

Sur un chemin caillouteux

Après l'*intermezzo* politique de Renate Riemeck, des changements intervinrent peu à peu en RFA et au plan de la fédération. En 1962, Elisabeth Schwarzhaupt, devint la première ministre fédérale (pour la santé), nonobstant quand même sous la pression exercée sur le gouvernement Adenauer par les femmes de la CDU [Christlich-Demokratische Union]. En 1972, Käte Strobel (SPD), devint ministre fédérale de la jeunesse, la famille et la santé et Annemarie Renger (SPD), la première présidente — toujours est-il qu'il s'agissait là la deuxième fonction la plus élevée de RFA ! Quoique éloignée de toute politique féministe, elle déclara : « J'ai atteint en ce moment ce que je voulais : il est prouvé qu'une femme sait faire cela. »¹³ À partir de 1988, Rita Süßmuth (CDU), prouva cela de nouveau pendant 10 ans. En 1994, Hildegard Hamm-Bücher (FDP [Freie Demokratische Partei], depuis 1967 secrétaire d'état aux *Land* et *Bund*) se porta candidate sans succès au poste de présidente de la Fédération. Car ce poste a été occupé exclusivement par des hommes jusqu'à présent. C'est seulement en 1983 et par les Verts — qui lors de la fondation de leur parti avaient introduit le quota de 50% de femmes et le principe de la rotation des postes — que de plus en plus de femmes participèrent à la vie politique et s'engagèrent sur des postes de gouvernement. Le mouvement féministe des années 70 et la réunification de 1989 — dans la RDA des femmes en politique, cela allait de soi — y contribuèrent en outre. Pourtant la participation des femmes au *Bundestag* jusqu'à présent a atteint un maximum de 36,3% et en 2018, ce taux est de manière regrettable redescendu à 30,9%. D'une manière étonnante c'est l'état africain du Rwanda, qui fut connu par un génocide, qui fit plus de 80 000 morts, qui réalise la plus haute quote-part de femmes au Parlement (61, 3%) ce qui repose aussi dans l'encouragement que le président Paul Kagame y a apporté. Ce n'est encore qu'à Cuba et en Bolivie qu'il y a plus de 50% de femmes au Parlement, sinon dans le reste du monde entier, la moitié de l'humanité, à cause du droit de vote passif, dispose de moins de la moitié des sièges au Parlement. Le chemin caillouteux vers une collaboration égale des femmes, qui a été inauguré avec la lutte pour obtenir le droit de vote, est loin d'en arriver à sa fin.

Au niveau de l'Allemagne la plus grande exposition pour fêter les cent ans du droit de vote des femmes est à voir au Muséum d'histoire de Francfort-sur-le-Main : « *Damenwahl* ![Vote des Dames !] 100 ans de droit de vote des femmes, laquelle va se prolonger jusqu'au 20 janvier 2019. Ce sujet, quelque peu aride, y a été sur place amebli par de nombreuses offres plaisantes à la vue et à l'ouïe. Et le 20 mai 2018, Renate Riemeck reçut une plaque commémorative à l'initiative de la Société anthroposophique, dévoilée lors de l'exposition « *Impulsions de paix des femmes* », à la Maison Rudolf Steiner de Berlin. Il a à côté un dizaine d'autres portraits, chacun accompagné d'une brève biographie, photos et citations, ainsi que six tableaux sur le thème : « *Femmes-Paix-Anthroposophie* ». L'exposition ouverte en juin 2015, invitée depuis dans diverses institutions anthroposophiques, par ailleurs au Musée des femmes de Bonn, l'université de Witzenhausen et une galerie de grand magasin *Schwerin*.

Die Drei 12/2018.

(Traduction Daniel Kmiecik)

¹² Voir Alois Prinz : « Plutôt enragée que triste. L'histoire de la vie de Ulrike Meinhof, *Weinheim 2003*, pp.245 et suiv.

¹³ Dorothee Linnemann (éditrice) : *Vote des dames !*, p.239 ; voir aussi le chapitre : « *Grundgesetz* et perspective », pp.222 et suiv.